

Libération

Les instructions des préfets

Pas d'abri pour les sans-papiers

Selon les documents obtenus par «Libération», des préfetures exigent que les clandestins soient refusés par les centres d'hébergement d'urgence.

PAGES 2-3

Bonjour,

Il a été rapporté à la DDCS que des ménages déboutés de la demande d'asile étaient présents en structure d'hébergement d'urgence. Lors de la réunion qui s'est tenue en préfecture le 6 juillet, la DDCS avait clairement annoncé que les déboutés ne seraient plus pris en charge dans le dispositif d'hébergement, ce qui ne concerne donc pas uniquement les prises en charge dérogatoires à l'hôtel via le 115 mais aussi les structures d'hébergement.

La DDCS continuera, sous réserve des crédits disponibles pour les nuitées d'hôtel, à héberger les demandeurs d'asile en attente de place en CADA mais pas les déboutés qui ne sont plus des ayants droit suite aux décisions de l'OFPRA et de la CNDA.

mercie

Actuellement, de trop nombreuses personnes restent quotidiennement sans solution de mise à l'abri, certaines places d'hébergement d'urgence étant embolisées par des personnes déboutées qui, de par leur situation administrative, n'ont ni le droit à l'accès au logement ni vocation à rester en France.

EXCLUSIF LE MYSTÈRE DES 271 PICASSO

UN ÉLECTRICIEN RETRAITÉ A RÉVÉLÉ POSSÉDER DES CENTAINES D'ŒUVRES. LES HÉRITIERS PORTENT PLAINTÉ.

PAGES 24-25



SUCCESSION PICASSO 2010

IRAN, FRANCE, ISRAËL... LES NOUVEAUX SECRETS DE WIKILEAKS

PAGE 6



FABRICE COFFRINI - AFP

QUAND VICTIMES ET CRIMINELS SE RENCONTRENT

PAGES 10-11



OLIVIER MARBEUF



CANCÚN : LE TEMPS D'AGIR

CRAINTES

Après la déception de l'an dernier au sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, et celle du G20 de Séoul illustrant l'impossibilité des grands États à mettre leur puissance au service d'un avenir meilleur pour les peuples de la planète, le sommet de Cancún qui s'ouvre aujourd'hui est regardé avec prudence. D'autant que le choc électoral aux États-Unis, en octobre dernier, fait craindre que l'action de la première puissance économique mondiale ne soit limitée.

PARADOXE

La situation internationale est paradoxale : les États peinent à s'unir dans l'action alors que leurs sociétés ont compris les enjeux. Des montants financiers sont investis dans les technologies vertes. Environnement, social, santé, bien-être : la mondialisation invite à une croissance plus responsable. Nous sommes poussés vers une destinée commune, à la fois globale et locale.

SOLUTIONS

Une multitude de nouvelles technologies démontrent que des solutions existent. Pour qu'elles soient rentables, il faut les développer à grande échelle. Les entreprises évoluent vers de nouveaux modèles en assumant leur responsabilité sociale. Ces mutations permettront-elles la résolution des crises et la réponse aux grands enjeux ? Il est temps d'agir.

COMPORTEMENTS

Bertrand Piccard, « savanturier », appelle à l'action concrète des États. Bettina Laville, avocate et spécialiste du développement durable, ne remarquait-elle pas, à l'occasion de la Global Conference d'Évian consacrée aux innovations, combien le monde peine à trouver de nouveaux modèles de gouvernance ? Et d'évoquer qu'après l'environnement, l'économie et le social, il existerait un quatrième pilier du développement durable : le culturel, c'est-à-dire nos comportements, forgés par les mémoires, les peurs, les habitudes, les croyances, etc. Penser global, agir local, convaincre chacun de nous sans perdre de vue l'intérêt général... Autant de défis que les chefs d'État et de gouvernement pourraient avoir à l'esprit à Cancún !

Environnement, économie durable et équitable, protection de la planète...

UNE AFFAIRE D'ÉTATS !

Bertrand Piccard, psychiatre, descendant d'une lignée exceptionnelle d'explorateurs, est le premier à avoir fait le tour du monde en ballon. Il a ensuite initié le projet Solar Impulse qui a réussi à faire voler un avion solaire pendant 26 heures, y compris de nuit, sans carburant. Avant le sommet de Cancún sur le réchauffement climatique, il expose les facteurs qui pourraient, selon lui, contribuer au succès des négociations.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK BUSQUET ET ALAIN GRUMBERG



Future Press : Quelles seraient les conditions de réussite du sommet de Cancún ?

Bertrand Piccard : Il faut changer le paradigme de départ. Ce qui m'a déçu à Copenhague, quand j'y étais avec la délégation suisse, c'est de voir les délégations et les chefs d'État traiter du problème des changements climatiques au travers des coûts que cela engendrait et de la difficulté à trouver des financements. Comment motiver les gens en parlant de problèmes et de coûts ? Comme médecin, j'ai appris qu'un problème s'appelle un symptôme. Un symptôme a une cause, une étiologie, et c'est cette cause qui doit être traitée, pas le symptôme. Les changements climatiques ne sont qu'un symptôme, tout comme le CO₂. L'origine est notre dépendance aux énergies fossiles. Nous avons un symptôme et une cause. Il suffit de trouver la thérapie et la médication.

Quel peut être le traitement ? Nous avons un nombre incroyable de *cleantechs*, de solutions qui permettent de diminuer notre dépendance aux énergies fossiles. C'est rentable dans la mesure où cela ouvre de nouveaux marchés, crée des emplois, favorise l'exportation de produits et améliore la balance commerciale. Chaque euro que l'on n'envoie pas à l'étranger pour acheter du gaz, du pétrole, du charbon, et peut-être même de l'uranium, peut être dépensé chez

nous pour créer du travail dans la construction de centrales solaires, éoliennes, géothermiques, de biogaz ou d'hydroélectricité. Ainsi, au lieu d'avoir des problèmes et des coûts, on a des solutions, du profit, ce qui peut motiver tous les acteurs économiques.

Le déclenchement est donc psychologique, il s'agit d'un choix d'action ? Oui. Si on réunit des chefs d'États et qu'on décide de discuter des remèdes pour baisser notre dépendance aux énergies fossiles, ce ne sont plus des bureaucrates qui les accompagneront mais des scientifiques qui élaboreront des technologies adaptées. Sur notre avion solaire, nous utilisons des technologies accessibles à tous. Aujourd'hui, ces technologies permettraient déjà de diminuer de 50 % la consommation d'énergies fossiles de notre société. On peut produire la moitié de ce qui reste, soit 25 % de l'ensemble, avec les énergies renouvelables. Si tout était mis en œuvre, il resterait à peine un quart pour le fossile.

Sur combien de générations cette transformation se réaliserait-elle ? Une, deux ? La durée dépend des politiques. Je pense qu'il faut arrêter de croire que c'est au niveau du public et des entreprises que les choses vont changer.

Pourtant, n'est-ce pas la société civile qui fait pression ? Le public est prêt à consommer moins d'énergie, à condition d'avoir les produits pour cela. Les entreprises sont prêtes à polluer moins, mais elles ne sont pas prêtes à faire le premier pas, par peur de la distorsion de concurrence. Alors, qui reste-t-il pour donner l'impulsion décisive ? Ce sont les gouvernements.

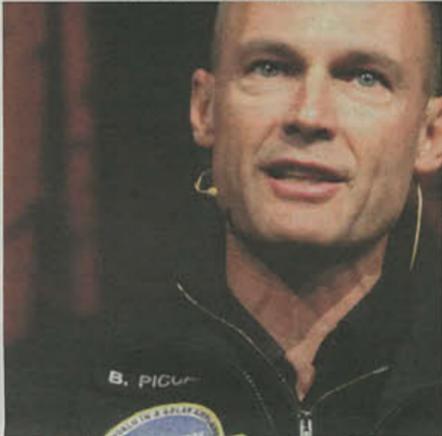
Est-ce à dire que les sociétés sont totalement dépendantes des États pour orienter leur devenir vers un développement durable ?

J'ai longtemps pensé que la liberté d'entreprise suffirait. Mais cela ne suffit pas. Le plus gros problème est lié à la peur de l'inconnu, du changement. Cette peur agit sur les entreprises. Prenons par exemple l'industrie automobile. Elle se dit : tant qu'on vend des grosses voitures qui consomment 18 l aux 100 km, on assure notre fonctionnement, l'amortissement de notre chaîne de montage, nos stock-options et nos retraites. Si les gouvernements entrent en jeu et disent : « Dans 5 ans, il y aura une limite à la consommation d'énergie, pas plus de 4 l aux 100 km », alors il n'y a plus de distorsion de concurrence. Les gouvernements doivent fixer les buts à atteindre par un cadre légal, et les entreprises utiliseront les technologies à disposition pour respecter ce cadre. Certaines feront le choix du tout électrique, d'autres de l'hybride, d'autres du petit moteur thermique avec un turbo, de l'hydrogène ou du biogaz. Le but et le délai doivent être les mêmes pour tous. Vous aurez une révolution industrielle. Vous créez des emplois, vous dynamisez l'économie et surtout, vous garantirez sa durabilité.

Les entreprises, très souvent, dénoncent le poids des États. Or, vous plaidez pour un encadrement de l'économie. General Motors a fait faillite au moment où le prix du pétrole est monté à 147 dollars le baril. Ce ne serait pas arrivé si le gouvernement leur avait dit, cinq ou dix ans plus tôt : « Vos voitures à gros moteurs sont révolues, vous pouvez garder vos carrosseries, votre esthétique, mais c'est 4 l au



Bertrand Piccard est le directeur du projet Solar Impulse qui a permis la réalisation du premier vol de nuit à l'énergie solaire.



« Nous avons un nombre incroyable de *cleantechs*, de solutions qui permettent de diminuer notre dépendance aux énergies fossiles. »



100 maximum. » Quand on lit les chiffres de General Motors, c'est très explicite ! Ils clament que leur faillite a eu lieu à cause de la crise des subprimes, mais ce n'est pas vrai. Leur plus grosse perte a eu lieu en 2007, quand l'économie était au mieux, mais au moment où le prix du pétrole était au plus haut, bien avant la crise des subprimes. Si on veut assurer la durabilité de nos entreprises, on est paradoxalement obligés de faire leur bien malgré elles.

Comment les chefs d'État peuvent-ils dépasser les intérêts nationaux qu'ils représentent ? Il y a déjà beaucoup à faire sur le plan national. Ne faut-il pas décider par exemple que tous les bâtiments soient isolés, de sorte qu'ils ne consomment

plus d'énergie, voire qu'ils en produisent davantage qu'ils n'en consomment ? Les États s'enrichiront en entrant dans cette démarche-là. Les Chinois l'ont compris. Leurs mesures de protection de l'environnement et de programmes en voitures électriques deviennent assez impressionnantes.

Vous évoquez un État qui n'est pas démocratique et qui peut imposer ça... Pourquoi se priver d'imposer quelque chose qui sert l'intérêt de son économie ? Ce que les pays ne veulent pas, c'est l'ingérence étrangère. À chaque pays de mettre en place les mesures qui vont stimuler son économie, sa balance commerciale, améliorer son emploi et son pouvoir d'achat. Si vous mettez des limites de consom-

mation aux voitures, ces modèles pourront-ils être vendus dans un autre pays qui ne les imposerait pas ? Là, vous touchez à certaines des règles de l'Organisation mondiale du commerce. Le plus important est-il de suivre ces règles ou de sauver la planète ?

Comment faire pour que toutes ces actions soient cohérentes à l'échelle internationale ? Prouver que ça marche. À ce moment-là, d'autres le feront.

En fait, vous considérez que ces sommets internationaux ne servent pas à grand-chose ? Je considère que ces sommets serviront à quelque chose à partir du moment où on changera le paradigme. Quand ils seront une recherche de solutions et non pas une plainte sur les problèmes.

Au-delà des solutions technologiques, ne faut-il pas aussi changer les comportements ? Faire changer l'ensemble de la communauté humaine est beaucoup plus difficile que de structurer le cadre légal dans lequel les gouvernements vont pouvoir donner des directions claires. Pour bien comprendre comment agir, il faut d'abord réaliser la confusion que l'on fait toujours entre le prix et le coût de l'énergie. Quand on parle d'énergies renouvelables ou de *cleantechs*, on parle d'un prix qui correspond au coût. On y met la production, la reconstitution, le recyclage, la charge environnementale, etc. Du coup, le prix pour les énergies solaire et éolienne est toujours supérieur au prix du pétrole. Mais le prix du pétrole ne contient pas son coût ! Il ne comprend pas le coût de la reconstitution d'un stock qui a mis 200 millions d'années à se créer, le coût des marées noires, de la réparation des dommages, des changements climatiques, des guerres pour trouver du pétrole ! Si on comparait des choses comparables, on verrait que les énergies renouvelables ont déjà un coût inférieur aux énergies fossiles.

Dans le cynisme que vous dénoncez, il y a aussi de formidables dividendes en termes d'immédiateté. Or, il faut du temps pour la mutation que vous proposez... À court terme, c'est certain. Il faut que les bénéficiaires de la situation actuelle comprennent qu'ils peuvent gagner autant, et peut-être plus, en entrant dans une autre logique. Par exemple en délocalisant la production d'énergie. Je pense que d'ici à vingt ans une grande partie de la production sera délocalisée directement chez l'utilisateur : vous aurez des panneaux solaires et des petites éoliennes, des petites turbines hydrauliques dans des rivières, pour assurer votre propre production d'hydrogène. Il faudra construire tout ça, le vendre, le distribuer, l'entretenir. C'est un marché énorme. Ou bien les producteurs d'énergie actuels s'y mettent et ils l'occupent, ou alors d'autres vont surgir de nulle part, occuper la niche et profiter de ce marché colossal. Comme pour la meilleure voiture électrique actuelle, la Tesla. Elle n'est pas fabriquée par un constructeur automobile mais par un Américain qui a fait fortune dans l'Internet (NDLR : Elon Musk, qui a revendu son site de paiement en ligne Paypal à

Ebay). Ce sera peut-être la même chose pour l'énergie.

N'est-il pas trop tard pour éviter les conséquences irréversibles du réchauffement climatique ? La situation est extrêmement urgente et il est bien possible que l'on ne parvienne pas à la résoudre. (NDLR : Bertrand Piccard reste un long moment silencieux). Dans ce cas, ce sera en raison de facteurs humains, psychologiques et pas à cause de facteurs financiers ou technologiques. En 1453, le concile de Constantinople débattait du sexe des anges pendant que les Ottomans entraient dans la ville. Cela montre la manière dont certains appréhendent les urgences.

Et précisément, quelles sont-elles ? Il y a deux éléments parallèles. L'un est le réchauffement climatique, qui augmente de manière exponentielle parce que plusieurs clés de voûte sautent les unes après les autres. Tant que vous avez de la glace sur la mer, quelle que soit son épaisseur, le rayonnement solaire est réfléchi. À partir du moment où il n'y en a plus, le rayonnement est absorbé. Si, pendant quelques jours, vous n'avez plus de glace, cela va très rapidement devenir quelques semaines, et c'est un nouveau cycle. À ce niveau, c'est catastrophique. L'autre élément concerne la durabilité de notre système économique. Le prix du pétrole ne peut que monter parce que les réserves sont limitées. Les conséquences seront économiques, financières et industrielles. On peut avoir un crash économique majeur parce que l'on dépend d'une source unique d'énergie, soumise à une raréfaction et à de la spéculation. Si on n'est pas prêt avec des énergies de substitution, on va vivre la plus grande crise de notre histoire.

Combien de temps a-t-on devant nous pour réagir et inverser la pente du réchauffement climatique ? Je ne sais pas de combien de temps nous disposons. En revanche, je sais que si on reporte à demain, on ne commencera jamais ! Si on commence aujourd'hui, on y arrivera...

Pour autant, vous n'êtes pas contre l'économie de marché ? Non, je ne suis pas contre, à condition que les règles soient suffisamment claires pour qu'elle ne dérape pas. La crise des subprimes est due à l'économie de marché et on voit le résultat !

Quel regard portez-vous sur l'humanité ? Le potentiel de l'être humain est extraordinaire. Mais quand on voit comment il l'utilise, ça frise parfois le ridicule... Je suis admiratif devant la technologie qu'il a fallu pour percer le tunnel du Mont-Blanc, mais quand je vois que les camions de Perrier qui vont de France en Italie croisent ceux de San Pellegrino qui vont d'Italie en France, je suis atterré !

EN COUVERTURE Acteurs de la Terre De gauche à droite et de haut en bas : Mahamadou Danda, Michel-Edouard Leclerc, Clara Gayraud, Stephen Shu-Yung Shen, Marilyn Princess Yav, Franck Riboud, Cheikh Khaled Bentoum, Paulo Luiz Matsini Yawanawa, Franz Kaston Florez, Christophe de Backer, Ndieme Ndiaye.